

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203900]

## 15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D.269, D.275, D.279, D.283, D.284, D.298, D.301, D.309, D.310, D.335 et D.426, § 2, 6°;

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1970 portant exécution des articles 44, quatrième alinéa, et 48 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux;

Vu l'arrêté royal du 26 février 1971 portant le règlement d'ordre intérieur-type des comités de remembrement;

Vu l'arrêté royal du 26 février 1971 portant le règlement d'ordre intérieur-type des commissions consultatives assistant les comités de remembrement;

Vu l'arrêté royal du 26 octobre 1978 portant exécution des articles 4, 10, 56, 59 et 75 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Vu l'arrêté royal du 26 octobre 1978 déterminant la part d'intervention de la Région dans les dépenses pour les travaux exécutés en application de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de bien ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant le règlement d'ordre intérieur-type des comités provinciaux de remembrement à l'amiable dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne, les montants prévus par les articles 21, alinéa quatre, 42, alinéa quatre et 55 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 déterminant la part d'intervention de la Région dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités d'échange ou de remembrement et consécutifs à la construction du T.G.V.;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 déterminant la part d'intervention de la Région wallonne dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités d'échange ou de remembrement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, l'article 14;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1971 déterminant la part d'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités de remembrement;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne la part d'intervention de la Région dans les dépenses afférentes aux travaux exécutés en application de la loi du 10 janvier 1978, portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2014;

Vu l'avis n° 2014/000617 de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 6 mars 2014;

Vu l'avis n° 56.088/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par « Code » le Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE II. — *Composition des comités*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Le comité d'aménagement foncier

**Art. 2.** Le Ministre institue les comités d'aménagement foncier visés à l'article D.269 du Code et nomme leurs membres.

Le Ministre désigne le président parmi les agents de l'administration.

**Art. 3.** L'administration visée à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, du Code est soit :

1° le Département des Aides;

2° le Département du Développement;

3° la Direction du Développement rural.

L'administration visée à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, du Code, est le Département de la Nature et des Forêts.

L'administration visée à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4°, du Code est le Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie.

L'administration visée à l'article D.269, § 2, du Code est l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service public fédéral Finances.

**Art. 4.** A la demande du Ministre, l'administration invite chacune des administrations visées à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4, à lui communiquer dans les trente jours de la demande qui leur est adressée l'identité des membres effectif et suppléant qui la représentent.

A la demande du Ministre, l'administration invite le Collège provincial visé à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5°, à lui communiquer, dans les soixante jours de la demande qui lui est adressée, l'identité des membres effectifs et suppléants proposés pour le représenter.

A la demande du Ministre, l'administration invite la Chambre provinciale d'Agriculture visée à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6<sup>o</sup>, du Code à lui communiquer, dans les soixante jours de la demande qui lui est adressée, l'identité des membres effectifs et suppléants proposés pour la représenter.

**Art. 5.** En cas d'aménagement transitoire, à la demande du Ministre, l'administration invite le maître de l'ouvrage visé à l'article D.269, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code à lui communiquer, dans les trente jours de la demande qui lui est adressée, l'identité des membres effectif et suppléant qui le représentent.

**Art. 6.** Le Ministre dissout les comités d'aménagement foncier lorsque ceux-ci ont terminé les opérations liées à l'aménagement foncier pour lequel ils ont été institués.

*Section 2. — Le comité subrégional d'aménagement foncier*

**Art. 7.** Le Ministre institue le comité subrégional d'aménagement foncier visé à l'article D.335 du Code selon les modalités visées aux articles 2 à 4 et fixe son siège.

CHAPITRE III. — Règlement d'ordre intérieur-type

*Section 1<sup>re</sup>. — Le comité d'aménagement foncier*

**Art. 8.** Le comité d'aménagement foncier établit son règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type, visé à l'article D.279, § 3, du Code, figurant en annexe 1<sup>re</sup>.

*Section 2. — Le comité subrégional d'aménagement foncier*

**Art. 9.** Le comité subrégional d'aménagement foncier établit son règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type, visé à l'article D.335, § 2, du Code, figurant en annexe 1<sup>re</sup>.

*Section 3. — Le comité de remembrement*

**Art. 10.** Les comités de remembrement adaptent si nécessaire leur règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type figurant en annexe 1<sup>re</sup> s'ils sont institués sous l'empire de, soit :

- 1<sup>o</sup> la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;
- 2<sup>o</sup> la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
- 3<sup>o</sup> la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux.

*Section 4. — La commission consultative*

**Art. 11.** La commission consultative établit son règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type, visé à l'article D. 279, § 3, du Code figurant en annexe 2.

**Art. 12.** La commission consultative instituée sous l'empire de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux adapte si nécessaire son règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type figurant en annexe 2.

CHAPITRE IV. — *Indemnités et jetons de présence*

**Art. 13.** Les membres des comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier et les membres des commissions consultatives n'appartenant pas au personnel de l'Etat, de la Région, de la Communauté, des Provinces ou des Communes ont droit à un jeton de présence et à une indemnité de parcours et de séjour, qui leur sont octroyés selon les modalités suivantes :

- 1<sup>o</sup> un jeton de présence de cinquante euros pour une participation le même jour à une ou plusieurs réunions de comités ou de commissions consultatives dont ils font partie;
- 2<sup>o</sup> une indemnité de parcours qui :
  - a) correspond au débours réel en cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun;
  - b) est calculée en application et aux conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, Livre IV, Titre II, Chapitre 1<sup>er</sup> en cas d'utilisation d'un véhicule personnel;
- 3<sup>o</sup> une indemnité de séjour calculée en application et aux conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, Livre IV, Titre II, Chapitre II.

**Art. 14.** Les jetons et indemnités visés à l'article 13 sont uniquement dus aux membres des comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier et des commissions consultatives qui ne bénéficient pas d'autres formes de rétributions de même nature.

**Art. 15.** La Région wallonne procède au paiement des jetons et indemnités sur base d'une note de frais établie et certifiée sincère et véritable par le membre concerné.

CHAPITRE V. — *Les modifications avec un accord écrit et préalable*

**Art. 16.** Les modifications qui ne peuvent être réalisées par les intéressés sans l'accord écrit et préalable des comités ou comités subrégionaux d'aménagement foncier sont :

- 1<sup>o</sup> les travaux de construction;
- 2<sup>o</sup> les travaux de plantation;
- 3<sup>o</sup> l'établissement de clôtures;
- 4<sup>o</sup> la modification du régime des eaux, y compris le drainage et l'irrigation;
- 5<sup>o</sup> la modification du profil ou du relief, y compris la suppression de fossés ou de talus et le comblement de chemins creux;
- 6<sup>o</sup> l'abattage d'arbres, l'arrachage de haies, la dégradation ou le déplacement du petit patrimoine;
- 7<sup>o</sup> la remise en culture de pâtures, de chemins ou de sentiers.

CHAPITRE VI. — *Plan des voiries et des nouvelles voies d'écoulement d'eau et exécution des travaux*

**Art. 17.** Le Ministre approuve le plan des voiries et des nouvelles voies d'écoulement d'eau, ainsi que des ouvrages connexes, à créer, à modifier ou à améliorer visé à l'article D.283 du Code.

**Art. 18.** Dans le cadre ou à la suite de l'exécution des travaux visés à l'article D.284 du Code, le Ministre peut autoriser le comité d'aménagement foncier :

- 1<sup>o</sup> à faire les emprises nécessaires par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique pour exécuter les travaux en-dehors du bloc;

2° à exproprier des terres pour les inclure dans le bloc ou à céder des terres par voie d'échange ou autrement pour les distraire du bloc.

CHAPITRE VII. — *Seuil et modalités de liquidation des soldes liés aux opérations d'aménagement foncier et provision pour frais à liquider*

**Art. 19.** Toute somme comprise entre cinquante euros et cinq cent mille euros peut être réglée directement par les comités d'aménagement foncier aux titulaires de droits réels sans l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations.

**Art. 20.** Toute somme inférieure à cinquante euros due par les comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier ou par les intéressés n'est pas liquidée.

**Art. 21.** Le Ministre autorise si nécessaire le comité d'aménagement foncier à comprendre dans les frais à répartir une provision pour frais à liquider.

CHAPITRE VIII. — *Part d'intervention de la Région wallonne dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier*

**Art. 22.** La part de l'intervention de la Région wallonne dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier est fixée comme suit :

1° soixante pour-cent du montant total de la dépense pour les travaux de création, d'aménagement et de suppression de chemins publics, sentiers, voies d'écoulement d'eau et ouvrages d'art connexes;

2° septante pour-cent du montant total de la dépense lors de la mise en œuvre de revêtements en béton de ciment bi-bandes pour les travaux de création et d'aménagement de chemins visés au 1°;

3° soixante pour-cent du montant total de la dépense pour les travaux de nivellement, d'aménagement du parcellaire, de lutte contre l'érosion et les inondations;

4° soixante pour-cent du montant total de la dépense pour les mesures d'aménagement rural;

5° quarante-cinq pour-cent du montant total de la dépense pour les travaux d'assainissement et d'irrigation;

6° trente pour-cent du montant total de la dépense pour les travaux d'installation des réseaux de distribution d'électricité et d'adduction d'eau;

7° quatre-vingts pour-cent du montant total de la dépense pour les travaux de plantation réalisés avec des plantes indigènes;

8° quatre-vingts pour-cent du montant total de la dépense pour l'établissement d'un plan d'aménagement des sites et pour l'exécution des travaux prévus dans ce plan;

9° quarante-cinq pour-cent du montant total des frais d'acquisition du terrain par un pouvoir public subordonné en vue de la réalisation des travaux visés au 2°.

**Art. 23.** Le montant total de la dépense comprend :

1° le coût réel des travaux fixé par le décompte de ceux-ci;

2° les frais généraux liés aux travaux, notamment les honoraires de l'auteur de projet et du coordinateur sécurité-santé, les essais et études géotechniques, les essais sur matériaux;

3° les frais pour dégâts aux cultures, dégâts structurels et pertes de jouissance, les frais pour expropriation, emprises et acquisitions et les frais pour déplacement de conduites et de câbles;

4° les frais de communication et de promotion des travaux réalisés.

**Art. 24.** Pour cause d'utilité publique ou lorsque les travaux visent des objectifs plus larges que ceux strictement liés à l'aménagement foncier rural en étant prévus à l'article D.266, §§ 2 et 3, du Code, la part d'intervention de la Région wallonne dans les dépenses pour les travaux mentionnés à l'article 22 peut être augmentée par le Gouvernement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 25.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 27 octobre 1970 portant exécution des articles 44, quatrième alinéa, et 48 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002;

2° l'arrêté royal du 26 février 1971 portant le règlement d'ordre intérieur-type des Comités de remembrement;

3° l'arrêté royal du 26 février 1971 portant le règlement d'ordre intérieur-type des commissions consultatives assistant les Comités de remembrement;

4° l'arrêté royal du 26 octobre 1978 portant exécution des articles 4, 10, 56, 59 et 75 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

5° l'arrêté royal du 26 octobre 1978 déterminant la part d'intervention de la Région dans les dépenses pour les travaux exécutés en application de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

6° l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant le règlement d'ordre intérieur-type des Comités provinciaux de remembrement à l'amiable dans la Région wallonne;

7° l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne, les montants prévus par les articles 21, alinéa quatre, 42, alinéa quatre et 55 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002;

8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 déterminant la part d'intervention de la Région dans les dépenses pour les travaux exécutés par les Comités d'échange ou de remembrement et consécutifs à la construction du T.G.V.;

9° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des Comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 21 novembre 1996 et du 17 janvier 2002;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 déterminant la part d'intervention de la Région wallonne dans les dépenses pour les travaux exécutés par les Comités d'échange ou de remembrement;

11° l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1971 déterminant la part d'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les travaux exécutés par les Comités de remembrement, modifié par les arrêtés ministériels des 26 mars 1974, 14 mars 1979 et 1<sup>er</sup> mars 1995 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002 et du 28 février 2008;

12° l'arrêté ministériel du 12 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne la part d'intervention de la Région dans les dépenses afférentes aux travaux exécutés en application de la loi du 10 janvier 1978, portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Le titre 11, chapitre 3, du Code, comprenant les articles D.266 à D.352, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le titre 11, chapitre 4, sections 3 et 4, du Code, comprenant les articles D.358 et D.359, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le titre 11, chapitre 4, section 5, du Code, comprenant les articles D.360 et D.361, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code.

**Art. 27.** Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

---

#### ANNEXE 1<sup>re</sup>

##### **Règlement d'ordre intérieur-type des comités et comités subrégionaux d'aménagement foncier**

Article 1<sup>er</sup>. Le comité se réunit chaque fois que les opérations d'aménagement foncier le requièrent. Le président fixe les réunions et arrête l'ordre du jour.

Lorsque trois membres au moins le demandent, le président réunit le comité dans les trente jours de la demande et inscrit à l'ordre du jour les questions mentionnées dans la demande de convocation.

Art. 2. Hormis le cas d'urgence, dont le procès-verbal de la séance contient la justification, le président ou le secrétaire convoque les membres du comité par écrit ou par voie électronique au moins huit jours avant la date de la réunion. La convocation mentionne l'ordre du jour.

Art. 3. Tout membre empêché d'assister à la réunion invite son suppléant à l'y remplacer.

Lorsqu'un membre nommé sur proposition de la chambre provinciale d'agriculture et son suppléant sont empêchés d'assister à la réunion, le suppléant invite le suppléant de l'autre membre nommé sur proposition de la chambre provinciale d'agriculture à l'y remplacer.

Art. 4. Le président ouvre et clôt les réunions, conduit les débats, et préside aux votes et à la police des séances.

Sans préjudice des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2, le président communique à la fin de la séance et dans la mesure du possible, les jours, heure et lieu de la prochaine réunion, ainsi que les points qui sont portés à l'ordre du jour.

Le président veille en particulier au respect des dispositions du Code wallon de l'Agriculture et de celles du présent règlement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du président suppléant, l'assemblée désigne en son sein un membre qui préside la réunion.

Art. 5. Le secrétaire assiste le président. Il fait rapport sur tout point figurant à l'ordre du jour, sauf si l'assemblée l'en dispense. Il rédige le procès-verbal des séances.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire et du secrétaire suppléant, l'assemblée désigne, éventuellement en dehors des membres du comité, une personne qui assume le secrétariat de la séance.

Art. 6. Sauf accord de la majorité des membres présents, seuls les points figurant à l'ordre du jour mentionné dans la convocation peuvent faire l'objet de délibération.

Art. 7. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le comité exprime sa volonté soit par vote à haute voix sur appel nominal, soit par vote à main levée, selon la décision du président qui vote en dernier lieu.

Art. 8. En cas d'urgence, dûment justifiée, le président ou le secrétaire peut adresser aux membres du comité, dans le cadre d'une procédure exclusivement écrite, une demande de statuer sur un point particulier. Le délai dans lequel le vote est exprimé est expressément indiqué dans l'invitation à statuer. Les quorums de présence et de vote restent applicables dans le cadre de la procédure écrite.

Art. 9. Le comité peut entendre toute personne dont il désire recueillir l'avis.

Art. 10. Chaque fois qu'il y a lieu, le comité entend les fonctionnaires de la Direction de l'Aménagement foncier rural au sujet des tâches dont la direction a été chargée dans l'exécution des opérations d'aménagement foncier.

Art. 11. Un membre du comité ne peut pas être présent aux délibérations ni participer à un vote concernant des dossiers auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, ou auxquels son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Art. 12. Au cours de chaque séance, le comité approuve le procès-verbal de la séance précédente, sauf s'il décide de reporter l'approbation à une séance ultérieure. Le procès-verbal est soumis à la signature du président et du secrétaire de la séance d'approbation.

Art. 13. Les procès-verbaux des séances sont consignés, les uns à la suite des autres et sans qu'il soit laissé aucun blanc, dans un registre spécial dont les pages sont paraphées par le président. Le registre et les procès-verbaux de séance sont conservés dans les archives du comité.

Art. 14. Le secrétaire conserve les archives du comité et est chargé de la gestion journalière du comité.

Art. 15. Les membres et les membres suppléants du comité reçoivent chacun un exemplaire du présent règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ANNEXE 2

**Règlement d'ordre intérieur-type des commissions consultatives**

Article 1<sup>er</sup>. La commission se réunit dans les quinze jours de toute demande d'avis introduite par le comité d'aménagement foncier. Le président fixe les réunions et arrête l'ordre du jour.

Art. 2. Hormis le cas d'urgence, dont le procès-verbal de la séance contient la justification, le président ou le secrétaire convoque les membres de la commission par écrit ou par voie électronique au moins huit jours avant la date de la réunion. La convocation mentionne l'ordre du jour.

Art. 3. Lorsqu'un membre choisi dans le groupe des propriétaires et usufruitiers ou dans le groupe des exploitants, est empêché d'assister à une réunion, il invite son suppléant à l'y remplacer. Si le suppléant est également empêché d'assister à la réunion, il invite l'autre membre suppléant choisi dans le même groupe à l'y remplacer.

Art. 4. Le président ouvre et clôt les séances, conduit les débats, et préside aux votes et à la police des séances.

Le président veille en particulier au respect des dispositions du Code wallon de l'Agriculture et de celles du présent règlement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du président suppléant, l'assemblée désigne en son sein un membre qui préside la réunion.

Art. 5. Le secrétaire assiste le président. Il fait rapport sur tout point figurant à l'ordre du jour, sauf si l'assemblée l'en dispense. Il rédige le procès-verbal des séances.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire et du secrétaire suppléant, l'assemblée désigne, éventuellement en dehors des membres de la commission, une personne qui assume le secrétariat de la séance.

Art. 6. Sauf accord de la majorité des membres présents, seuls les points figurant à l'ordre du jour mentionné dans la convocation peuvent faire l'objet de délibération.

Art. 7. La commission émet son avis, quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité des voix des membres présents. La commission exprime sa volonté soit par vote à haute voix sur appel nominal, soit par vote à main levée, selon la décision du président qui vote en dernier lieu.

Art. 8. La commission peut entendre toute personne dont elle désire recueillir l'avis.

Art. 9. Un membre de la commission ne peut pas être présent aux délibérations ni participer au vote concernant des dossiers auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, ou auxquels son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Art. 10. Le procès-verbal de chaque séance est rédigé et approuvé séance tenante et est aussitôt signé par le président et le secrétaire de séance.

Art. 11. Les procès-verbaux des séances sont consignés, les uns à la suite des autres et sans qu'il soit laissé aucun blanc, dans un registre spécial dont les pages sont paraphées par le président. Le registre et les procès-verbaux de séance sont conservés dans les archives de la commission.

Art. 12. Le secrétaire conserve les archives de la commission. A la fin des opérations d'aménagement foncier pour lequel la commission a été créée, il les transmet au comité que celle-ci a assisté. Le secrétaire est chargé de la gestion journalière de la commission.

Art. 13. Les membres et les membres suppléants de la commission reçoivent chacun un exemplaire du présent règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203900]

**15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bodenordnung der ländlichen Güter**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.269, D.275, D.279, D.283, D.284, D.298, D.301, D.309, D.310, D.335 und D.426, § 2, 6°;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Oktober 1970 zur Ausführung der Artikel 44, Absatz 4, und 48 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichem Grundeigentum;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. Februar 1971 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der Flurbereinigungsausschüsse;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. Februar 1971 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der Beratungskommissionen, die den Flurbereinigungsausschüssen beistehen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. Oktober 1978 zur Ausführung der Artikel 4, 10, 56, 59 und 75 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Durchführung großer Infrastrukturarbeiten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. Oktober 1978 zur Bestimmung des Beteiligungsanteils der Region an den Ausgaben für die Arbeiten, die in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Durchführung großer Infrastrukturarbeiten ausgeführt worden sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der provinziellen Ausschüsse für die gütliche Flurbereinigung in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Festsetzung in der Wallonischen Region der durch die Artikel 21, Absatz 4, 42, Absatz 4 und 55 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern vorgesehenen Beträge;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Festlegung des Beteiligungsanteils der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Austausch- oder Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten anschließend an den Bau der TGV-Strecke;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern der Flurbereinigungsausschüsse und der beratenden Flurbereinigungskommissionen zu gewähren sind, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. November 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung des Beteiligungsanteils der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Austausch- oder Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, Artikel 14;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. September 1971 zur Festlegung des Beteiligungsanteils des Staates an den Ausgaben für von den Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 12. Dezember 1981 zur Bestimmung in der Wallonischen Region des Beteiligungsanteils der Region an den Ausgaben in Zusammenhang mit den Arbeiten, die in Anwendung des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern ausgeführt worden sind;

Aufgrund des am 27. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. März 2014 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 6. März 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000617 der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 12. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.088/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als « Gesetzbuch » das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft.

#### KAPITEL II — *Zusammensetzung der Ausschüsse*

##### *Abschnitt 1 — Bordenordnungsausschuss*

**Art. 2** - Der Minister richtet die in Artikel D.269 des Gesetzbuches erwähnten Bodenordnungsausschüsse ein und ernennt deren Mitglieder.

Der Minister bezeichnet den Vorsitzenden unter den Bediensteten der Verwaltung.

**Art. 3** - Die in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 2° des Gesetzbuches erwähnte Verwaltung ist entweder :

1° die Abteilung Beihilfen;

2° die Abteilung Entwicklung;

3° die Direktion der ländlichen Entwicklung;

Die in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 3° des Gesetzbuches erwähnte Verwaltung ist die Abteilung Natur und Forstwesen.

Die in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 4° des Gesetzbuches erwähnte Verwaltung ist die Abteilung Raumordnung und Städtebau der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die in Artikel D.269, § 2 des Gesetzbuches erwähnte Verwaltung ist die "Administration générale de la Documentation patrimoniale" (Generalverwaltung der Vermögensdokumentation) des föderalen öffentlichen Dienstes Finanzen.

**Art. 4** - Auf Antrag des Ministers hin ersucht die Verwaltung jede der in Artikel D.269, § 1, 1° bis 4 erwähnten Verwaltungsstellen, ihr innerhalb von dreißig Tagen nach dem an diese gerichteten Antrag die Identität der effektiven und stellvertretenden Mitglieder, die sie vertreten, zu übermitteln.

Auf Antrag des Ministers hin ersucht die Verwaltung das in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 5° erwähnte Provinzkollegium, ihr innerhalb von sechzig Tagen nach dem an dieses gerichteten Antrag die Identität der effektiven und stellvertretenden Mitglieder, die vorgeschlagen werden, um es zu vertreten, zu übermitteln.

Auf Antrag des Ministers hin ersucht die Verwaltung die in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 6° des Gesetzbuches erwähnte provinzielle Landwirtschaftskammer, ihr innerhalb von sechzig Tagen nach dem an diese gerichteten Antrag die Identität der effektiven und stellvertretenden Mitglieder, die vorgeschlagen werden, um sie zu vertreten, zu übermitteln.

**Art. 5**- Im Falle eines vorübergehenden Bodenordnungsverfahrens ersucht die Verwaltung auf Antrag des Ministers hin den in Artikel D.269, § 1, Absatz 3 des Gesetzbuches erwähnten Bauherrn, ihr innerhalb von dreißig Tagen nach dem an ihn gerichteten Antrag die Identität der effektiven und stellvertretenden Mitglieder, die ihn vertreten, zu übermitteln.

**Art. 6** - Der Minister löst die Bodenordnungsausschüsse auf, wenn diese die Maßnahmen in Verbindung mit dem Bodenordnungsverfahren, für welches sie eingerichtet wurden, zu Ende geführt haben.

##### *Abschnitt 2 — Subregionaler Bordenordnungsausschuss*

**Art. 7** - Der Minister richtet den in Artikel D.335 des Gesetzbuches erwähnten subregionalen Bordenordnungsausschuss nach den in Artikel 2 bis 4 erwähnten Modalitäten ein und legt seinen Sitz fest.

#### KAPITEL III — *Muster der allgemeinen Dienstordnung*

##### *Abschnitt 1 — Bordenordnungsausschuss*

**Art. 8** - Der Bordenordnungsausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung gemäß dem in Artikel D.279, § 3 des Gesetzbuches erwähnten, in der Anlage 1 enthaltenen Muster der allgemeinen Dienstordnung fest.

*Abschnitt 2 — Subregionaler Bordenordnungsausschuss*

**Art. 9** - Der subregionale Bordenordnungsausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung gemäß dem in Artikel D.335, § 2 des Gesetzbuches erwähnten, in der Anlage 1 enthaltenen Muster der allgemeinen Dienstordnung fest.

*Abschnitt 3 — Flurbereinigungsausschuss*

**Art. 10** - Die Flurbereinigungsausschüsse passen falls erforderlich ihre allgemeine Dienstordnung gemäß dem in der Anlage 1 enthaltenen Muster der allgemeinen Dienstordnung an, wenn sie unter der Geltung der folgenden Gesetze eingerichtet wurden :

- 1° Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichem Grundeigentum;
- 2° Gesetz vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Durchführung großer Infrastrukturarbeiten;
- 3° Gesetz vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;

*Abschnitt 4 — Beratungskommission*

**Art. 11** - Die Beratungskommission legt ihre allgemeine Dienstordnung gemäß dem in Artikel D.279, § 3 des Gesetzbuches erwähnten, in der Anlage 2 enthaltenen Muster der allgemeinen Dienstordnung fest.

**Art. 12** - Die unter der Geltung des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichem Grundeigentum eingerichtete Beratungskommission passt falls erforderlich ihre allgemeine Dienstordnung gemäß dem in der Anlage 2 enthaltenen Muster der allgemeinen Dienstordnung an.

*KAPITEL IV. — Vergütungen und Anwesenheitsgelder*

**Art. 13** - Die Mitglieder der Bordenordnungsausschüsse und subregionalen Bordenordnungsausschüsse und die Mitglieder der Beratungskommissionen, die dem Personal des Staates, der Region, der Gemeinschaft, der Provinzen oder der Gemeinden nicht angehören, haben Anspruch auf Anwesenheitsgeld und auf eine Fahrtkosten- und Aufenthaltsentschädigung, die ihnen nach den folgenden Modalitäten gewährt werden:

- 1° Anwesenheitsgeld in Höhe von fünfzig Euro für eine Teilnahme am selben Tag an einer oder mehreren Versammlungen von Ausschüssen oder Beratungskommissionen, denen sie gehören;
- 2° eine Fahrtkostenentschädigung, die :
  - a) bei Benutzung eines öffentlichen Verkehrsmittels den tatsächlichen Aufwendungen entspricht;
  - b) bei Benutzung eines persönlichen Fahrzeugs in Anwendung und unter den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, Buch IV, Titel II, Kapitel 1 festgelegten Bedingungen berechnet wird;
- 3° eine Aufenthaltsentschädigung, die in Anwendung und unter den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, Buch IV, Titel II, Kapitel II festgelegten Bedingungen berechnet wird.

**Art. 14** - Die in Artikel 13 erwähnten Anwesenheitsgelder und Entschädigungen werden nur den Mitgliedern der Bordenordnungsausschüsse und subregionalen Bordenordnungsausschüsse und die Mitglieder der Beratungskommissionen geschuldet, die keine sonstigen Vergütungsformen derselben Art genießen.

**Art. 15** - Die Wallonische Region tätigt die Zahlung der Anwesenheitsgelder und Entschädigungen auf der Grundlage einer von dem betroffenen Mitglied erstellten und für richtig und aufrichtig bescheinigten Kostenabrechnung.

*KAPITEL V — Abänderungen mit einer vorherigen schriftlichen Zustimmung*

**Art. 16** - Die Abänderungen, die nicht ohne die vorherige schriftliche Zustimmung der Bordenordnungsausschüsse oder subregionalen Bordenordnungsausschüsse erfolgen dürfen, sind die Folgenden:

- 1° die Bauarbeiten;
- 2° die Anpflanzungsarbeiten;
- 3° die Einrichtung von Zäunen;
- 4° die Veränderung der Wasserwirtschaft, einschließlich der Ent- und Bewässerung;
- 5° die Veränderung des Bodenreliefs, einschließlich der Beseitigung von Gräben oder Böschungen und der Auffüllung von Hohlwegen;
- 6° das Fällen von Bäumen, das Ausreißen von Hecken, die Beschädigung oder Verlegung des kleinen Erbgutes;
- 7° die Rekultivierung von Viehweiden, Wegen oder Pfaden.

*KAPITEL VI — Plan der Verkehrswege und der neuen Wasserableitungswege und Ausführung der Arbeiten*

**Art. 17** - Der Minister billigt den in Artikel D. 283 erwähnten Plan der Verkehrswege und der neuen Wasserableitungswege sowie der zusammenhängenden Bauwerke fest, die zu bauen, umzubauen oder zu verbessern sind.

**Art. 18** - Im Rahmen oder infolge der Ausführung der in Artikel D.284 des Gesetzbuches erwähnten Arbeiten kann der Minister dem Bordenordnungsausschuss erlauben :

- 1° die notwendigen Landentnahmen durch Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorzunehmen, um die Arbeiten außerhalb des Blocks auszuführen;
- 2° Ländereien zu enteignen, um sie in den Block einzugliedern, oder sie durch Austausch oder auf einen anderen Weg zu veräußern, um sie aus dem Block zu entfernen.

*KAPITEL VII — Schwelle und Modalitäten der Auszahlung der Restbeträge in Zusammenhang mit den Bodenordnungsmaßnahmen und Provision für noch zu zahlende Kosten*

**Art. 19** - Jede Summe zwischen fünfzig Euro und fünfhunderttausend Euro kann durch die Bordenordnungsausschüsse unmittelbar und ohne Vermittlung der Hinterlegungs- und Konsignationskasse zugunsten der Inhaber dinglicher Rechte beglichen werden.

**Art. 20** - Jede von den Bordenordnungsausschüssen und subregionalen Bordenordnungsausschüssen oder von den Betroffenen geschuldete Summe unter fünfzig Euro wird nicht ausbezahlt.

**Art. 21** - Falls erforderlich erlaubt der Minister dem Bordenordnungsausschuss, dafür zu sorgen, dass die zu verteilenden Kosten eine Provision für noch zu zahlende Kosten umfassen.

KAPITEL VIII — *Beteiligungsanteil der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Bordenordnungsausschüssen und subregionalen Bordenordnungsausschüssen ausgeführte Arbeiten*

**Art. 22** - Der Beteiligungsanteil der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Bordenordnungsausschüssen und subregionalen Bordenordnungsausschüssen ausgeführte Arbeiten wird wie folgt festgelegt:

1° sechzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für die Arbeiten zur Schaffung, Einrichtung und Beseitigung von öffentlichen Wegen, Pfaden, Wasserableitungswegen und zusammenhängenden Bauwerken;

2° siebzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe bei der Ausführung von zweischichtigen Zementbetonbelägen bei Arbeiten zur Schaffung und Anlage von Wegen laut Nr. 1°;

3° sechzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für die Arbeiten zur Einebnung, Einrichtung der Parzellen, Bekämpfung der Erosion und des Hochwassers;

4° sechzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für Maßnahmen zur ländlichen Planung;

5° fünfundvierzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für die Sanierungs- und Bewässerungsarbeiten;

6° dreißig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für Arbeiten zur Anlage der Stromversorgungs- und Wasserzuleitungsnetze;

7° achtzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für die Anpflanzungsarbeiten mit einheimischen Pflanzen;

8° achtzig Prozent des Gesamtbetrags der Ausgabe für die Aufstellung eines Planes zur Einrichtung der Standorte und für die Ausführung der in diesem Plan vorgesehenen Arbeiten;

9° fünfundvierzig Prozent des Gesamtbetrags der Kosten für den Erwerb des Grundstücks durch eine untergeordnete öffentliche Behörde zwecks der Ausführung der in Nr. 2° erwähnten Arbeiten;

**Art. 23** - Der Gesamtbetrag der Ausgabe umfasst:

1° die tatsächlichen Kosten der Arbeiten aufgrund der Abrechnung dieser Arbeiten;

2° die mit den Arbeiten verbundenen Allgemerkosten, insbesondere die Honorare des Projektautors und des Sicherheits- und Gesundheitsschutzkoordinators, die geotechnischen Prüfungen und Studien, die Materialüberprüfungen;

3° die Kosten für die Schäden an Kulturen, Schäden am Tragwerk und Nutzungsverluste, die Kosten für Enteignungen, Landentnahmen und Erwerbe und die Kosten für die Verlegung von Leitungen und Kabeln;

4° die Kommunikations- und Werbekosten für die durchgeführten Arbeiten;

**Art. 24** - Aus Gründen der Gemeinnützigkeit oder wenn die Arbeiten weiterreichende Ziele als diejenigen verfolgen, die streng mit der ländlichen Bodenordnung verbunden sind, wenn sie in Artikel D.266, § 2 und 3 des Gesetzbuches vorgesehen sind, kann der Beteiligungsanteil der Wallonischen Region an den Ausgaben für die in Artikel 22 vorgesehenen Arbeiten von der Regierung erhöht werden.

KAPITEL IX — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 25** - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 27. Oktober 1970 zur Ausführung der Artikel 44, Absatz 4, und 48 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002;

2° der Königliche Erlass vom 26. Februar 1971 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der Flurbereinigungsausschüsse;

3° der Königliche Erlass vom 26. Februar 1971 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der Beratungsausschüsse, die den Flurbereinigungsausschüssen beistehen;

4° der Königliche Erlass vom 26. Oktober 1978 zur Ausführung der Artikel Artikel 4, 10, 56, 59 und 75 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Durchführung großer Infrastrukturarbeiten;

5° der Königliche Erlass vom 26. Oktober 1978 zur Bestimmung des Beteiligungsanteils der Region an den Ausgaben für die Arbeiten, die in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Durchführung großer Infrastrukturarbeiten ausgeführt worden sind;

6° der Königliche Erlass vom 16. Dezember 1981 zur Festlegung des Musters der allgemeinen Dienstordnung der provinziellen Ausschüsse für die gütliche Flurbereinigung in der Wallonischen Region;

7° der Königliche Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Festsetzung in der Wallonischen Region der durch die Artikel 21, Absatz 4, 42, Absatz 4 und 55 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern vorgesehenen Beträge, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002;

8° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Festlegung des Beteiligungsanteils der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Austausch- oder Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten anschließend an den Bau der TGV-Strecke;

9° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern der Flurbereinigungsausschüsse und der beratenden Flurbereinigungskommissionen zu gewähren sind, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. November 1996 und vom 17. Januar 2002 abgeänderten Fassung;

10° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung des Beteiligungsanteils der Wallonischen Region an den Ausgaben für von den Austausch- oder Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten;

11° der Ministerialerlass vom 1. September 1971 zur Festlegung des Beteiligungsanteils des Staates an den Ausgaben für von den Flurbereinigungsausschüssen ausgeführte Arbeiten, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 26. März 1974, 14. März 1979 und 1. März 1995 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002 und vom 28. Februar 2008;

12° der Ministerialerlass vom 12. Dezember 1981 zur Bestimmung in der Wallonischen Region des Beteiligungsanteils der Region an den Ausgaben in Zusammenhang mit den Arbeiten, die in Anwendung des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern ausgeführt worden sind;

**Art. 26** - Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.



Titel 11, Kapitel 3 des Gesetzbuches, der die Artikel D.266 bis D.352 enthält, tritt am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Titel 11, Kapitel 4 Abschnitte 3 und 4 des Gesetzbuches, der die Artikel D.358 bis D.359 enthält, tritt am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Titel 11, Kapitel 4, Abschnitt 5 des Gesetzbuches, der die Artikel D.360 und D.361 enthält, tritt am Tage des Inkrafttretens des Gesetzbuches in Kraft.

**Art. 27** - Der Minister für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

---

#### ANLAGE 1

##### **Muster der allgemeinen Dienstordnung der Bordenordnungsausschüsse und der subregionalen Bordenordnungsausschüsse**

Artikel 1 - Der Ausschuss tritt zusammen jedesmal, wenn die Bodenordnungsmaßnahmen es erfordern. Der Vorsitzende legt die Sitzungen und die Tagesordnung fest.

Wenn mindestens drei Mitglieder es beantragen, ruft der Vorsitzende innerhalb von dreißig Tagen nach dem Antrag den Ausschuss zusammen und setzt die in dem Einberufungsantrag erwähnten Fragen auf die Tagesordnung.

Art. 2 - Außer in einem Dringlichkeitsfall, dessen Rechtfertigung in dem Sitzungsprotokoll angegeben ist, lädt der Vorsitzende oder der Sekretär die Ausschussmitglieder schriftlich oder auf dem elektronischen Weg wenigstens acht Tage vor dem Datum der Sitzung vor. Die Vorladung umfasst die Tagesordnung:

Art. 3 - Jedes Mitglied, das verhindert ist, an der Sitzung teilzunehmen, ersucht seinen Stellvertreter, ihn zu vertreten.

Wenn ein auf Vorschlag der provinziellen Landwirtschaftskammer ernanntes Mitglied und sein Stellvertreter verhindert sind, an der Sitzung teilzunehmen, ersucht der Stellvertreter den Stellvertreter des anderen auf Vorschlag der provinziellen Landwirtschaftskammer ernannten Mitglieds, ihn zu vertreten.

Art. 4 - Der Vorsitzende eröffnet und schließt die Versammlungen, führt die Debatten, leitet die Abstimmungen und die Sitzungspolizei.

Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 1 und 2 teilt der Vorsitzende am Ende der Sitzung und im Rahmen des Möglichen die Tage, Zeiten und den Ort der nächsten Sitzung, sowie die auf die Tagesordnung stehenden Punkte mit.

Der Vorsitzende sorgt insbesondere für die Beachtung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und der Bestimmungen der vorliegenden Dienstordnung.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden bezeichnet die Versammlung aus ihrer Mitte ein Mitglied, das den Vorsitz der Sitzung führt.

Art. 5 - Der Sekretär steht dem Vorsitzenden bei. Er erstattet Bericht über jeden auf der Tagesordnung stehenden Punkt, außer wenn die Versammlung ihn davon befreit. Er nimmt das Protokoll der Sitzungen auf.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Sekretärs und des stellvertretenden Sekretärs bezeichnet die Versammlung, ggf. außerhalb der Mitglieder des Ausschusses eine Person, die das Sekretariat der Sitzung übernimmt.

Art. 6 - Außer mit der Zustimmung der Mehrheit der anwesenden Mitglieder darf nur über die Punkte, die auf der in der Einberufung erwähnten Tagesordnung stehen, beraten werden.

Art. 7 - Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst. Der Ausschuss drückt seinen Willen entweder mündlich und namentlich oder durch Handerheben aus, nach der Entscheidung des Vorsitzenden, der als letzter seine Stimme abgibt.

Art. 8 - In einem ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeitsfall kann der Vorsitzende oder der Sekretär die Ausschussmitgliedern im Rahmen eines ausschließlich schriftlichen Verfahrens auffordern, über einen bestimmten Punkt zu entscheiden. Die Frist, innerhalb derer die Abstimmung abgegeben wird, wird in der Aufforderung zu entscheiden ausdrücklich abgegeben. Die Mindestanzahl Sitzungsteilnehmer und Stimmen finden weiterhin Anwendung im Rahmen des schriftlichen Verfahrens.

Art. 9 - Der Ausschuss kann jede Person anhören, deren Stellungnahme er einholen möchte.

Art. 10 - Jedesmal, wenn es erforderlich ist, hört der Ausschuss die Beamten der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung über die Aufgaben, mit denen die Direktion in der Ausführung der Bodenordnungsmaßnahmen beauftragt worden ist, an.

Art. 11 - Ein Mitglied des Ausschusses darf nicht bei der Beratung anwesend sein oder an einer Abstimmung teilnehmen, die Akten betrifft, an denen es, sei es persönlich, sei es als Beauftragter, ein direktes Interesse hat oder an denen sein (Ehe)partner, seine Verwandten oder Schwägeren bis zum dritten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben.

Art. 12 - Im Laufe jeder Sitzung billigt der Ausschuss das Protokoll der vorigen Sitzung, außer wenn er beschließt, die Billigung auf eine spätere Sitzung zu verschieben. Das Protokoll wird der Unterzeichnung des Vorsitzenden und des Sekretärs der Billigungssitzung unterworfen.

Art. 13 - Die Protokolle der Sitzungen werden nacheinander, ohne leere Stellen, in einem Sonderregister verzeichnet, dessen Seiten von dem Vorsitzenden paraphiert werden. Das Register und die Sitzungsprotokolle werden im Archiv des Ausschusses hinterlegt.

Art. 14 - Der Sekretär bewahrt das Archivgut des Ausschusses auf und wird mit der täglichen Verwaltung des Ausschusses beauftragt.

Art. 15 - Die Mitglieder und stellvertretenden Mitglieder des Ausschusses erhalten jeweils eine Ausfertigung der vorliegenden Dienstordnung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter beigelegt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

---

## ANLAGE 2

### Muster der allgemeinen Dienstordnung der Beratungskommissionen

Artikel 1 - Die Kommission tritt innerhalb von fünfzehn Tagen nach jedem von dem Bordenordnungsausschuss eingereichten Begutachtungsantragzusammen zusammen. Der Vorsitzende legt die Sitzungen und die Tagesordnung fest.

Art. 2 - Außer in einem Dringlichkeitsfall, dessen Rechtfertigung in dem Sitzungsprotokoll angegeben ist, lädt der Vorsitzende oder der Sekretär die Mitglieder der Kommission schriftlich oder auf dem elektronischen Weg wenigstens acht Tage vor dem Datum der Sitzung vor. Die Vorladung umfasst die Tagesordnung:

Art. 3 - Wenn ein innerhalb der Gruppe der Eigentümer und Nutznießer oder innerhalb der Gruppe der Betreiber gewähltes Mitglied verhindert ist, an einer Sitzung teilzunehmen, ersucht er seinen Stellvertreter, ihn zu vertreten. Wenn der Stellvertreter ebenfalls verhindert ist, an der Sitzung teilzunehmen, ersucht er den anderen, innerhalb der selben Gruppe gewählten Stellvertreter, ihn zu vertreten.

Art. 4 - Der Vorsitzende eröffnet und schließt die Sitzungen, führt die Debatten, leitet die Abstimmungen und die Sitzungspolizei.

Der Vorsitzende sorgt insbesondere für die Beachtung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und der Bestimmungen der vorliegenden Dienstordnung.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden bezeichnet die Versammlung aus ihrer Mitte ein Mitglied, das den Vorsitz der Sitzung führt.

Art. 5 - Der Sekretär steht dem Vorsitzenden bei. Er erstattet Bericht über jeden auf der Tagesordnung stehenden Punkt, außer wenn die Versammlung ihn davon befreit. Er nimmt das Protokoll der Sitzungen auf.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Sekretärs und des stellvertretenden Sekretärs bezeichnet die Versammlung, ggf. außerhalb der Mitglieder der Kommission eine Person, die das Sekretariat der Sitzung übernimmt.

Art. 6 - Außer mit der Zustimmung der Mehrheit der anwesenden Mitglieder darf nur über die Punkte, die auf der in der Einberufung erwähnten Tagesordnung stehen, beraten werden.

Art. 7 - Die Kommission gibt ihr Gutachten ab, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Die Gutachten werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst. Die Kommission drückt ihren Willen entweder mündlich und namentlich oder durch Handerheben aus, nach der Entscheidung des Vorsitzenden, der als letzter seine Stimme abgibt.

Art. 8 - Die Kommission kann jede Person anhören, deren Stellungnahme sie einholen möchte.

Art. 9 - Ein Mitglied der Kommission darf nicht bei der Beratung anwesend sein oder an einer Abstimmung teilnehmen, die Akten betrifft, an denen es, sei es persönlich, sei es als Beauftragter, ein direktes Interesse hat oder an denen sein (Ehe)partner, seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum dritten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben.

Art. 10 - Das Protokoll jeder Sitzung wird während der Sitzung abgefasst und angenommen und sofort von dem Vorsitzenden und dem Sekretär unterzeichnet.

Art. 11 - Die Protokolle der Sitzungen werden nacheinander, ohne leere Stellen, in einem Sonderregister verzeichnet, dessen Seiten von dem Vorsitzenden paraphiert werden. Das Register und die Sitzungsprotokolle werden im Archiv der Kommission hinterlegt.

Art. 12 - Der Sekretär bewahrt das Archivgut der Kommission auf. Am Ende der Bodenordnungsmaßnahmen, für welche die Kommission errichtet wurde, übermittelt er sie dem Ausschuss, dem diese beigegeben hat. Der Sekretär wird mit der täglichen Verwaltung der Kommission beauftragt.

Art. 13 - Die Mitglieder und stellvertretenden Mitglieder der Kommission erhalten jeweils eine Ausfertigung der vorliegenden Dienstordnung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter beigelegt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203900]

**15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de landinrichting van de landeigendommen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.269, D.275, D.279, D.283, D.284, D.298, D.301, D.309, D.310, D.335 en D.426, § 2, 6°;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1970 tot uitvoering van de artikelen 44, vierde lid, en 48 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1971 houdende het modelreglement van de ruilverkavelingscomités;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1971 houdende het modelreglement van orde van de commissies van advies die de ruilverkavelingscomités bijstaan;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 4, 10, 56 en 75 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 oktober 1978 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd overeenkomstig de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende het modelreglement van de provinciale comités voor de ruilverkaveling van landeigendommen in der minne in het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 tot vaststelling, in het Waalse Gewest, van de bedragen voorzien bij artikelen 21, vierde lid, 42, vierde lid en 55 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruil- of verkavelingscomités en die voortvloeiend zijn uit de bouw van de hoge snelheidstrein;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de vergoedingen en de presentiegelden die aan de leden van de ruilverkavelingscomités en de adviescommissies voor de ruilverkaveling toegekend moeten worden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 november 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruil- of verkavelingscomités;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector, artikel 14;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 september 1971 tot bepaling van de bijdrage van de Staat in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruil- of verkavelingscomités;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 december 1981 tot bepaling, voor het Waalse Gewest, van de bijdrage van het Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd in toepassing van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 2014/000617 van de Autonome adviescel voor Duurzame ontwikkeling, gegeven op 6 maart 2014;

Gelet op advies nr. 56.088/4 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "Wetboek", het Waalse Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de comités*

*Afdeling 1. — Comité voor landinrichting*

**Art. 2.** De Minister richt de comités voor landinrichting bedoeld in artikel D.269 van het Wetboek op en benoemt hun leden.

De Minister wijst de voorzitter onder de leden van het bestuur aan.

**Art. 3.** Het in artikel D.269, § 1, tweede lid, 2°, van het Wetboek bedoelde bestuur is:

1° ofwel het Departement Steun;

2° ofwel het Departement Ontwikkeling;

3° ofwel de Directie Plattelandsontwikkeling

Het in artikel D.269, § 1, tweede lid, 3°, van het Wetboek bedoelde bestuur is het Departement Natuur en Bossen.

Het in artikel D.269, § 1, tweede lid, 4°, van het Wetboek bedoelde bestuur is het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Het in artikel D.269, § 2, van het Wetboek bedoelde bestuur is de Algemene administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën.

**Art. 4.** Op verzoek van de Minister verzoekt het bestuur elke administratie bedoeld in artikel D.269, § 1, 1° tot 4° hem binnen dertig dagen na het verzoek de identiteit van de gewone en plaatsvervangende leden die hem vertegenwoordigen mede te delen.

Op verzoek van de Minister verzoekt het bestuur het provinciecollege bedoeld in artikel D.269, § 1, tweede lid, 5° hem binnen zestig dagen na het verzoek de identiteit van de gewone en plaatsvervangende leden die worden voorgesteld om hem te vertegenwoordigen, mede te delen.

Op verzoek van de Minister verzoekt het bestuur de provinciale landbouwkamer bedoeld in artikel D.269, § 1, tweede lid, 6° hem binnen zestig dagen na het verzoek de identiteit van de gewone en plaatsvervangende leden die worden voorgesteld om hem te vertegenwoordigen, mede te delen.

**Art. 5.** Op verzoek van de Minister verzoekt het bestuur in geval van overgangsinrichting de opdrachtgever bedoeld in artikel D.269, § 1, derde lid, van het Wetboek hem binnen dertig dagen na het verzoek de identiteit van de gewone en plaatsvervangende leden die hem vertegenwoordigen mede te delen.

**Art. 6.** De Minister ontbindt de comités voor landinrichting wanneer ze de verrichtingen gebonden aan landinrichting waarvoor ze zijn opgericht, hebben geëindigd.

*Afdeling 2. — Subregionaal comité voor landinrichting*

**Art. 7.** De Minister richt het Subregionaal comité voor landinrichting bedoeld in artikel D.335 van het Wetboek op volgens de in de artikelen 2 tot 4 bedoelde modaliteiten en bepaalt zijn zetel.

**HOOFDSTUK III. — Huishoudelijk typereglement**

*Afdeling 1. — Comité voor landinrichting*

**Art. 8.** Het comité voor landinrichting maakt zijn huishoudelijk reglement op overeenkomstig het typereglement bedoeld in artikel D.279, § 3, van het Wetboek en vermeld in bijlage 1.

*Afdeling 2. — Subregionaal comité voor landinrichting*

**Art. 9.** Het subregionaal comité voor landinrichting maakt zijn huishoudelijk reglement op overeenkomstig het typereglement bedoeld in artikel D.335, § 2, van het Wetboek en vermeld in bijlage 1.

*Afdeling 3. — Verkavelingscomité*

**Art. 10.** De verkavelingscomités passen indien nodig hun huishoudelijk reglement aan het in bijlage 1 bedoelde typereglement indien ze ingesteld worden overeenkomstig :

1° de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

2° de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

3° de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne.

*Afdeling 4. — Adviescommissie*

**Art. 11.** De adviescommissie maakt haar huishoudelijk reglement op overeenkomstig het typereglement bedoeld in artikel 279, § 3, van het Wetboek en vermeld in bijlage 2.

**Art. 12.** De adviescommissie ingesteld overeenkomstig de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet past indien nodig haar huishoudelijk reglement aan het in bijlage 2 bedoelde typereglement.

**HOOFDSTUK IV. — Toelagen en presentiegeld**

**Art. 13.** De leden van de comités en subregionale comités voor landinrichting en de leden van de adviescommissies die niet behoren tot het personeel van de Staat, van het Gewest, van de Gemeenschap, van de Provincies of de Gemeenten hebben recht op een presentiegeld en een reis- en verblijftoelage die hun worden toegekend volgens de volgende modaliteiten:

1° een presentiegeld van vijftig euro voor een deelneming op dezelfde dag op één of meerdere vergaderingen van comités of adviescommissies waarvan ze deel uitmaken;

2° een reistoelage die:

a) met de reële kosten overeenstemt in geval van een openbaar vervoermiddel;

b) berekend wordt overeenkomstig en onder de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, Boek IV, Titel II, Hoofdstuk I in geval van gebruik van een persoonlijk voertuig;

3° een verblijftoelage berekend wordt overeenkomstig en onder de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, Boek IV, Titel II, Hoofdstuk II.

**Art. 14.** De in artikel 13 bedoelde presentiegelden en toelagen zijn alleen verschuldigd aan de leden van de comités en subregionale comités voor landinrichting en van de adviescommissies die geen recht hebben op andere gelijksoortige toelagen.

**Art. 15.** Het Waalse Gewest betaalt de presentiegelden en toelagen op grond van een door het betrokken lid naar waarheid ingevulde onkostennota.

**HOOFDSTUK V. — Wijzigingen met een schriftelijke en voorafgaande instemming**

**Art. 16.** De wijzigingen die niet verricht kunnen worden door de betrokkenen zonder de schriftelijke en voorafgaande instemming van de comités en subregionale comités voor landinrichting zijn:

1° de bouwwerken;

2° de aanplantingswerkzaamheden;

3° de installatie van afsluitingen;

4° de wijziging van de waterhuishouding met inbegrip van de drainerings- en irrigatiewerken;

5° de wijziging van het profiel of de reliëf met inbegrip van de afschaffing van grachten of hellingen en de opvulling van holle wegen;

6° het kappen van bomen, het rooien van heggen, de verslechtering of de verplaatsing van het klein erfgoed;

7° het ontginnen van weiden, wegen of paden.

**HOOFDSTUK VI. — Plan van de wegen en de nieuwe afwateringen en uitvoering van de werken**

**Art. 17.** De Minister keurt het plan vast van de wegen en de nieuwe afwateringen met de daarbij behorende kunstwerken die opgericht, gewijzigd of verbeterd moeten worden en die bedoeld zijn artikel D.283 van het Wetboek.

**Art. 18.** In het kader of ten gevolge van de uitvoering van de in artikel D.284 van het Wetboek bedoelde werken kan de Minister het comité voor landinrichting toelaten om:

1° bij wijze van onteigening te algemenen nutte de nodige innemingen te doen om de werken buiten het blok uit te voeren;

2° gronden te onteigenen ten einde ze bij het blok te voegen of om gronden bij wijze van ruiling of op een andere wijze over te dragen om ze uit het blok uit te sluiten.

HOOFDSUK VII. — *Drempel en uitbetalingsmodaliteiten van de saldi gebonden aan de landinrichtingsverrichtingen en provisie voor te betalen kosten*

**Art. 19.** Elke som tussen vijftig euro en vijfhonderd duizend euro kan rechtstreeks door de comités voor landinrichting zonder de tussenkomst van de Deposito- en Consignatiekas aan de houders van zakelijke rechten uitgekeerd worden.

**Art. 20.** Elke som kleiner dan vijftig euro die verschuldigd is door de comités en subregionale comités voor landinrichting of door de betrokkenen wordt niet uitgekeerd.

**Art. 21.** De Minister machtigt indien nodig het comité voor landinrichting om onder de kosten die zullen worden omgeslagen, een provisie voor te betalen kosten op te nemen.

HOOFDSTUK VIII. — *Bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de comités en subregionale comités voor landinrichting*

**Art. 22.** De bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de comités en subregionale comités voor landinrichting wordt vastgesteld als volgt:

1° zestig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de werken voor de aanleg, de inrichting of de afschaffing van openbare wegen, paden en afwateringen en bijbehorende kunstwerken;

2° zeventig procent van het totaalbedrag van de uitgave bij de uitvoering van cementbetonverhardingen op twee banen voor de werken voor de oprichting en de inrichting van wegen bedoeld in punt 1°;

3° zestig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de werken voor de effening, de inrichting van het kavelplan, voor de bestrijding van erosie en overstromingen;

4° zestig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de landinrichtingsmaatregelen;

5° vijfenveertig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de sanerings- en irrigatiewerken;

6° dertig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de werken voor de installatie van de netten voor elektriciteitsdistributie en voor de watervoorziening;

7° tachtig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de aanplantingswerken uitgevoerd met inlandse planten;

8° tachtig procent van het totaalbedrag van de uitgave voor de opmaking van een plan voor de aanleg van de sites en voor de uitvoering van de in dit plan bedoelde werken;

9° tachtig procent van het totaalbedrag van de kosten van aankoop van het terrein door een ondergeschikte overheid met het oog op de uitvoering van de in 2° bedoelde werken.

**Art. 23.** Het totaalbedrag van de uitgaven omvat:

1° de reële kosten van de werken bepaald door de afrekening van bedoelde werken;

2° de algemene kosten gebonden aan de werken, met name de ereloonrekeningen van de projectontwerper en van de coördinator veiligheid-gezondheid, de geotechnische proeven en onderzoeken, de proeven op materialen;

3° de kosten wegens schade aan de gewassen, structurele schade en verliezen van het genot, de kosten wegens onteigening, innemingen en aankopen en de kosten voor verplaatsing van leidingen en kabels;

4° de kosten voor de communicatie en de bevordering van de uitgevoerde werken.

**Art. 24.** Ten algemenen nutte of wanneer de werken ruimere doelstellingen dan degene die strikt gebonden zijn aan de landinrichting en die bedoeld zijn in artikel D.266, §§ 2 en 3 beogen, kan de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de in artikel 22 bedoelde werken door de Regering verhoogd worden.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 25.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 27 oktober 1970 tot uitvoering van de artikelen 44, vierde lid, en 48 van de wet van 12 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

2° het koninklijk besluit van 26 februari 1971 houdende het modelreglement van de ruilverkavelingscomités;

3° het koninklijk besluit van 26 februari 1971 houdende het modelreglement van orde van de commissies van advies die de ruilverkavelingscomités bijstaan;

4° het koninklijk besluit van 26 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 4, 10, 56 en 75 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

5° het koninklijk besluit van 26 oktober 1978 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd overeenkomstig de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

6° het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende het modelreglement van de provinciale comités voor de ruilverkaveling van landeigendommen in der minne in het Waalse Gewest;

7° het koninklijk besluit van 16 december 1981 tot vaststelling, in het Waalse Gewest, van de bedragen voorzien bij artikelen 21, vierde lid, 42, vierde lid en 55 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

8° het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruil- of verkavelingscomités en die voortvloeiend zijn uit de bouw van de hoge snelheidstrein;

9° het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de vergoedingen en de presentiegelden die aan de leden van de ruilverkavelingscomités en de adviescommissies voor de ruilverkaveling toegekend moeten worden, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 21 november 1996 en 17 januari 2002;

10° het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de bijdrage van het Waalse Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruil- of verkavelingscomités;

11° het ministerieel besluit van 1 september 1971 tot vaststelling van de bijdrage van de Staat in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruilverkavelingscomités, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 maart 1974, 14 maart 1979 en 1 maart 1995 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 januari 2002 en 28 februari 2008;

12° het ministerieel besluit van 12 december 1981 tot bepaling, voor het Waalse Gewest, van de bijdrage van het Gewest in de uitgaven voor de werken uitgevoerd in toepassing van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Titel 11, hoofdstuk 3, van het Wetboek dat artikelen D.266 tot D.352 omvat, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit..

Titel 11, hoofdstuk 4, afdelingen 3 en 4 van het Wetboek dat artikelen D.358 en D.359 omvat, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Titel 11, hoofdstuk 4, afdeling 5 van het Wetboek dat artikelen D.360 en D.361 omvat, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek.

**Art. 27.** De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE 1

##### Huishoudelijk typereglement van de comités en subregionale comités voor landinrichting

Artikel 1. Het comité vergadert telkens als de landinrichtingsverrichtingen het vereisen. De voorzitter bepaalt de vergaderingen en stelt de agenda vast.

Wanneer minstens drie leden erom verzoeken, roept de voorzitter het comité binnen dertig dagen op en plaatst hij de vragen vermeld in de oproepingsaanvraag op de agenda.

Art. 2. Behalve het spoedgeval gerechtvaardigd in het proces-verbaal van de zitting roept de voorzitter of de secretaris de leden van het comité schriftelijk of per e-mail minstens acht dagen voor de datum van de vergadering op. De oproeping vermeldt de agenda.

Art. 3. Elk lid dat de vergadering niet kan bijwonen verzoekt zijn plaatsvervanger hem te vervangen.

Wanneer een lid benoemd op voorstel van de provinciale landbouwkamer van de provincie en zijn plaatsvervanger de vergadering niet kunnen bijwonen, verzoekt de plaatsvervanger de plaatsvervanger van het andere lid benoemd op voorstel van de provinciale landbouwkamer van de provincie hem te vervangen.

Art. 4. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen, leidt de debatten en de stemopnemingen en handhaaft de politiek over de vergadering.

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 1 en 2 deelt de voorzitter aan het einde van de vergadering en voor zover mogelijk de dagen, uren en plaats van de volgende vergadering alsmede de agendapunten mede.

De voorzitter zorgt in het bijzonder ervoor dat de bepalingen van het Landbouwwetboek en van dit reglement worden nageleefd.

Bij afwezigheid of verhinderd van de voorzitter en van de plaatsvervangende voorzitter wijst de vergadering uit haar midden een lid aan dat de vergadering voorziet.

Art. 5. De secretaris staat de voorzitter bij. Hij brengt verslag uit over elk punt van de agenda, behoudens wanneer hij hiervan door de vergadering wordt ontslagen. Hij maakt de notulen van de vergadering op.

Zijn de secretaris en de plaatsvervangende secretaris afwezig of verhinderd, dan wordt het secretariaat van de vergadering waargenomen door een persoon die daartoe, eventueel buiten de leden van het comité, door de vergadering wordt aangewezen.

Art. 6. Behoudens instemming van de meerderheid van de aanwezige leden mogen enkel de punten die op de in de oproepingsbrief vermelde agenda gebracht zijn, worden beraadslaagd en beslist.

Art. 7. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Het comité drukt zijn wil ofwel mondeling bij naamafroeping, ofwel met opgeheven hand uit, volgens de beslissing van de voorzitter die het laatst stemt.

Art. 8. In een behoorlijk gerechtvaardigd spoedgeval kan de voorzitter of de secretaris in het kader van een exclusief schriftelijke procedure de leden van het comité verzoeken over een bijzonder punt te beslissen. De termijn waarin de stemming wordt uitgedrukt wordt uitdrukkelijk in de beslissingsaanvraag vermeld. De aanwezigheids- en stemmingsquorums blijven van toepassing in het kader van de schriftelijke procedure.

Art. 9. Het comité kan alle personen horen wier advies het wenst in te winnen.

Art. 10. Telkens als het nodig is hoort het comité de ambtenaren van de Directie Landinrichting over de taken waarmee de directie is belast in de uitvoering van de landinrichtingsverrichtingen.

Art. 11. Een lid van het comité mag geen beraadslaging bijwonen noch aan een stemming deelnemen betreffende dossiers waarbij hij, ofwel persoonlijk, ofwel als zaakgelastigde, rechtstreeks belang heeft, of waarbij zijn echtgenoot, dan wel bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad persoonlijk en rechtstreeks zijn betrokken.

Art. 12. Tijdens elke zitting keurt het comité het proces-verbaal van de vorige zitting goed behalve indien het beslist de goedkeuring tot een latere zitting uit te stellen. Het proces-verbaal wordt onderworpen aan de ondertekening van de voorzitter en van de secretaris van de goedkeuringszitting.

Art. 13. De notulen van de vergaderingen worden overgeschreven of een afschrift ervan wordt geplakt, in volgorde en zonder vrije tussenruimte, in een notulenboek waarvan de bladzijden door de voorzitter worden genummerd en geparafeerd. Het register en de notulen van de zittingen worden in het archief van het comité bewaard.

Art. 14. De secretaris bewaart het archief van het comité en is belast met het dagelijkse beheer van het comité.

Art. 15. Alle leden en plaatsvervangende leden van het comité ontvangen een exemplaar van dit reglement.  
Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen.  
Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 2

### Huishoudelijk typereglement van de adviescommissies

Artikel 1. De commissie vergadert binnen vijftien dagen na elke adviesaanvraag ingediend door het comité voor landinrichting. De voorzitter bepaalt de vergaderingen en stelt de agenda vast.

Art. 2. Behalve het spoedgeval gerechtvaardigd in het proces-verbaal van de zitting roept de voorzitter of de secretaris de leden van de commissie schriftelijk of per e-mail minstens acht dagen voor de datum van de vergadering op. De oproeping vermeldt de agenda.

Art. 3. Wanneer een lid, gekozen uit de groep der eigenaars en vruchtgebruikers of uit de groep van de exploitanten, een vergadering niet kan bijwonen, verzoekt hij zijn plaatsvervanger hem te vervangen. Indien bedoelde plaatsvervanger eveneens de vergadering niet kan bijwonen, verzoekt hij de andere plaatsvervanger, gekozen in dezelfde groep, hem te vervangen.

Art. 4. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen, leidt de debatten en de stemopnemingen en handhaaft de politie over de vergadering.

De voorzitter zorgt in het bijzonder ervoor dat de bepalingen van het Landbouwwetboek en van dit reglement worden nageleefd.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en van de plaatsvervangende voorzitter wijst de vergadering uit haar midden een lid aan dat de vergadering voorziet.

Art. 5. De secretaris staat de voorzitter bij. Hij brengt verslag uit over elk punt van de agenda, behoudens wanneer hij hiervan door de vergadering wordt ontslagen. Hij maakt de notulen van de vergadering op.

Zijn de secretaris en de plaatsvervangende secretaris afwezig of verhinderd, dan wordt het secretariaat van de vergadering waargenomen door een persoon die daartoe, eventueel buiten de leden van de commissie, door de vergadering wordt aangewezen.

Art. 6. Behoudens instemming van de meerderheid van de aanwezige leden mogen enkel de punten die op de in de oproepingsbrief vermelde agenda gebracht zijn, worden beraadslaagd en beslist.

Art. 7. De commissie brengt advies uit, welke ook het aantal aanwezige leden is.

De adviezen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. De commissie drukt haar wil ofwel mondeling bij naamafroeping, ofwel met opgeheven hand uit, volgens de beslissing van de voorzitter die het laatst stemt.

Art. 8. De commissie kan alle personen horen wier advies zij wenst in te winnen.

Art. 9. Een lid van de commissie mag geen beraadslaging bijwonen noch aan een stemming deelnemen betreffende dossiers waarbij hij, ofwel persoonlijk, ofwel als zaakgelastigde, rechtstreeks belang heeft, of waarbij zijn echtgenoot, dan wel bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad persoonlijk en rechtstreeks zijn betrokken.

Art. 10. Het proces-verbaal van elke vergadering wordt ter zitting zelf opgemaakt en goedgekeurd en onmiddellijk ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de vergadering.

Art. 11. De notulen van de vergaderingen worden overgeschreven of een afschrift ervan wordt geplakt, in volgorde en zonder vrije tussenruimte, in een notulenboek waarvan de bladzijden door de voorzitter worden genummerd en geparafeerd. Het register en de notulen van de zittingen worden in het archief van de commissie bewaard.

Art. 12. De secretaris bewaart het archief van de commissie. Op het einde van de landinrichtingsverrichtingen waarvoor de commissie werd opgericht, overhandigt hij het aan het comité dat door deze laatste werd bijgestaan. De secretaris is belast met het dagelijkse beheer van de commissie.

Art. 13. Alle leden en plaatsvervangende leden van de commissie ontvangen een exemplaar van dit reglement.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen.  
Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203903]

### 27 MAI 2014. — Arrêté ministériel établissant les valeurs de référence des mesures d'azote potentiellement lessivable pour l'année 2013

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment l'article R.232;